



MONDE

«Si la France s'effondre, l'Europe aussi»

11 novembre 2012 à 21:56

INTERVIEW **Josef Joffe, spécialiste allemand des relations internationales, pointe les faiblesses de l'Hexagone.**

Par **NATHALIE VERSIEUX** (à Berlin)

Josef Joffe est spécialiste des relations internationales. Membre du comité éditorial de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, il a également été chercheur à la Hoover Institution et à l'International Institute for Strategic Studies. Auteur de plusieurs ouvrages de stratégie transatlantique, il est membre du conseil d'administration de l'American Institute for Contemporary German Studies.

Quelle est l'image de la France aujourd'hui en Allemagne ?

C'est une image empreinte d'inquiétude. Il est désormais entré dans toutes les têtes que la Grèce est un pays assisté, qui devra pendant des années encore être soutenu par les autres, notamment par l'Allemagne. Mais maintenant, c'est la «Douce France» - un pays que même l'Allemagne ne pourrait pas sauver - qui figure au premier plan des préoccupations. On peut dire que l'époque de De Gaulle et Adenauer, Schmidt et Giscard d'Estaing, Kohl et Mitterrand est révolue. Après la réunification et l'effondrement de l'«empire totalitaire», comme de Gaulle avait appelé l'URSS, la dépendance stratégique de l'Allemagne vis-à-vis de la France a disparu. De ce fait, le lien étroit entre les deux pays s'est distendu.

Et au sein du gouvernement allemand ?

On a l'impression qu'il n'y a plus vraiment d'ami de la France au sein du cabinet, même si le ministère des Affaires étrangères est francophile, comme toujours. M^{me} Merkel n'a pas de lien particulier avec la France (pas plus d'ailleurs qu'avec la Grande-Bretagne), mais ce n'était pas non plus l'amour qui caractérisait les relations germano-françaises du temps d'Adenauer ou de ses successeurs, mais bien plutôt la raison d'Etat et les intérêts. Ceux-ci sont passés du domaine stratégique au domaine économique-financier, et là, les faiblesses de la France sont particulièrement claires. Aujourd'hui, le principal partenaire de Merkel est Mario Draghi, le chef de la BCE.

Le conseil des cinq «sages» allemands (1) a estimé que la France était aujourd'hui «le principal problème de l'Europe»... A quel point le gouvernement allemand s'inquiète-t-il de la situation économique de la France ? Et quelles mesures devrait adopter le gouvernement français, du point de vue allemand ?

Une bonne réponse à ce sujet est le rapport que Louis Gallois vient de remettre à Jean-Marc Ayrault. La croissance française stagne, l'endettement public augmente, la compétitivité est en chute. Donc il faudrait libérer entreprises et salariés des charges sociales à hauteur de 30 milliards d'euros. C'est une sorte de réforme à la Schröder. Le rapport Gallois veut réduire le poids de la bureaucratie, mais même cela ne diminuera pas le poids de l'impôt. Ce dont la France a besoin, c'est de moins d'Etat. Mais cela est difficile dans un pays où, depuis Louis XIV et Colbert, l'Etat a la haute main sur l'économie.

Pourquoi ces inquiétudes en Allemagne ? L'Allemagne a-t-elle peur pour ses exportations ?

Bien sûr que non. Les exportations allemandes vers la France ne représentent pas la part décisive des 46% du PIB que l'Allemagne tire de ses ventes à l'étranger. Il s'agit du problème de l'Europe. Qui d'autre que la France pourrait devenir le «partenaire préféré» de l'Allemagne ? La Grande-Bretagne, l'Italie ou l'Espagne ? Si la France s'effondre, l'Europe aussi.

Dans les cercles du pouvoir à Paris, on ressent une méfiance à l'égard de l'Allemagne. On a l'impression qu'elle veut exercer le leadership en Europe à des fins politiques...

Si c'était le cas, ce serait plutôt pour des raisons économiques. La vérité est que les Allemands ont peur d'exercer le pouvoir. On n'est plus à l'époque de l'empereur Guillaume ou de Hitler ! L'Allemagne a été par deux fois tentée par l'hégémonie en Europe et a connu par deux fois un échec cuisant... De toute façon, Berlin n'aurait même pas l'appareil qui lui permettrait de prendre le leadership. Comparez l'énorme appareil diplomatique dont dispose Hollande à celui de Merkel. Comparée aux centaines de salariés du National Security Council de la Maison Blanche, la chancellerie fédérale à Berlin est un petit salon confortable. Les ambitions de l'Allemagne sont celles d'une grande puissance économique mais d'une puissance politique de taille moyenne.

(1) Groupe d'économistes de haut rang qui conseillent le gouvernement